

Académie royale
des
Sciences coloniales

—
CLASSE DES SCIENCES MORALES
ET POLITIQUES

—
Mémoires in-8°. Nouvelle série.
Tome V, fasc. 7.

Koninklijke Academie
voor
Koloniale Wetenschappen

—
KLASSE DER MORELE EN
POLITIEKE WETENSCHAPPEN

—
Verhandelingen in-8°. Nieuwe reeks.
Boek V, alev. 7.

L'économie de l'U.R.S.S. et les pays sous-développés

PAR

A. WAUTERS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES COLONIALES



Avenue Marnix, 30
BRUXELLES

Marnixlaan, 30
BRUSSEL

—
1956

PRIX :
PRIJS: F 50

L'économie de l'U.R.S.S.
et les pays sous-développés

PAR

A. WAUTERS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES COLONIALES

Mémoire présenté à la séance du 25 juin 1956.

L'économie de l'U.R.S.S. et les pays sous-développés

I. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'U.R.S.S.

Aujourd'hui personne ne conteste plus le succès de la politique économique des Soviets. De nombreux Occidentaux en ont vérifié les résultats sur place. Ils ont même pu identifier certaines carences. Si elles leur avaient échappé, les journaux communistes, qui les dénoncent quotidiennement, se seraient bien chargés de compléter leur documentation.

En une quarantaine d'années, ce pays qui figurait parmi les plus arriérés est devenu la deuxième nation industrielle du monde. Le revenu national y a décuplé depuis 1913. La production annuelle soviétique est égale à celle de l'Allemagne et à celle de l'Angleterre additionnées.

Le développement économique de l'U.R.S.S. est tellement rapide que la délégation des États-Unis aux Nations Unies, dans un mémorandum qu'elle adressait en janvier 1956 au Président EISENHOWER, écrivait que l'Amérique ne pouvait subir un échec dans la compétition qui s'est instaurée entre elle et l'U.R.S.S. dans le domaine de l'assistance aux pays sous-développés.

LES STATISTIQUES SOVIÉTIQUES (1).

Ce langage nous éloigne d'un bond de l'incrédulité qui fut la règle, naguère, en Occident. Cette incrédulité fut encouragée par les passions politiques, par les mensonges de la propagande de droite ou de gauche et par des statistiques inconsistantes.

Les Soviétiques qui affirment que les statistiques « bourgeoises » sont tendancieuses, ont pris avec la méthodologie d'étranges libertés.

Depuis 1933, à l'exception du recensement de 1939, on ne publie plus de statistiques démographiques en Union Soviétique. De sorte que pour connaître, par exemple, la population totale, on doit baser de laborieuses supputations sur le nombre d'électeurs ou sur celui des écoliers [12, p. 40] (*).

Un rapport au Congrès des États-Unis [17, p. VI] publié au début de 1955, reconnaît que même en Occident, les statisticiens sont loin d'être unanimes sur les définitions et l'étendue des domaines explorés. En outre, la technique statistique ne permet pas toujours les comparaisons adéquates. En Union Soviétique, d'importantes données sont délibérément passées sous silence. D'autres fois, on s'aperçoit que les statistiques confondent volontairement des résultats déjà obtenus avec ceux que l'on escompte. Il y a quelques années, on y comparait des chiffres basés sur des séries de prix relevés à des périodes différentes, donnant ainsi une vue radicalement fautive des phénomènes observés. Brusquement, sans que le lecteur en soit averti, les bases de comparaisons étaient changées, soit celles des prix, soit celles des territoires dont la superficie s'était modifiée par les extensions territoriales.

(1) Le présent mémoire fut rédigé avant qu'ait paru, le 2 juin 1956, *L'économie nationale de l'U. R. S. S.* (*Narodnoye khozyaistvo S. S. R.*), publié par l'Office central de Statistique près le Conseil des Ministres de l'U. R. S. S.

(*) Les chiffres entre [] renvoient à la bibliographie, p. 45.

Dans son rapport au XIX^e Congrès du Parti, le 5 octobre 1952, M. MALENKOV [10, p. 59] affirmait :

« Le problème des céréales avait été résolu avec succès, définitivement et sans retour ».

Il fallut attendre le décret du Comité Central du Parti Communiste du 2 mars 1954, pour découvrir que MALENKOV avait été mystifié par ses propres statisticiens, dont les chiffres étaient basés sur les possibilités biologiques de la récolte et non point sur les quantités objectivement et effectivement récoltées.

Bien plus, les récoltes étaient recensées au poids brut et non au poids net, celui-ci étant obtenu en déduisant les pertes dues aux opérations de la moisson et des transports ; et ces pertes, en U.R.S.S., sont énormes. La presse quotidienne ne cesse de le déplorer (1).

Le lecteur qui lira les pages suivantes fera bien de se reporter fréquemment au présent avertissement.

Mais à mesure que l'on s'éloigne de l'ère stalinienne, les chiffres officiels deviennent chaque jour un peu plus dignes de foi (2).

Le document statistique le plus récemment publié par les Soviets, date de 1953. Il est intitulé : *Ekonomiya kapitalisticheskikh stran posle vtoroy mirovoy voyny* (= *L'économie des pays capitalistes après la seconde guerre mondiale*. Ed. Akademia Naouk, Moscou, 1953).

Il comporte 292 pages et environ 200 tableaux statistiques.

Son titre dit assez qu'il s'agit d'un ouvrage de propagande et de polémique.

(1) Lire à ce propos, la *Pravda* (= *La Vérité*) du 14.11.1954 et les *Izvestia* (= *Les Nouvelles*) du 16.11.1954, ainsi que *Selskoye khozaistvo* (= *L'Économie agricole*) du 14.11.1954 (Organe du Ministère de l'Agriculture).

(2) Le XX^e Congrès du Parti, réuni à Moscou les 13.2.1956 et jours suivants, a répudié avec éclat la politique stalinienne.

Lire les discours de SOUSLOV et de MIKOYAN, tous deux membres du Praesidium du Parti.

Le document évite soigneusement de signaler la consommation par tête d'habitant dans les pays occidentaux. Il tend essentiellement à démontrer que le capitalisme est décadent et le communisme florissant.

On y emploie une méthode comparative un peu puérole. Ainsi, pour le rendement par hectare, l'ouvrage ne compare les rendements soviétiques qu'avec ceux de l'Argentine, du Portugal et de la Syrie, parmi les plus médiocres ; mais il passe sous silence les hauts rendements de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale.

* * *

LA LIGNE DE DÉPART.

a) *Le chaos de 1920.*

On ne peut mesurer l'effort accompli par l'U.R.S.S. si on ne se souvient pas du point de départ de la révolution. Celle-ci ne triompha pas sans résistance. Les généraux et les amiraux de l'ancien régime, KRASNOV, YODENITCH, DENIKINE, KORNILOV, KOLSCHAK, WRANGEL, etc., aidés par les armées françaises et anglaises, tentèrent une contre-révolution. La Russie révolutionnaire fut soumise au blocus.

A certains moments, le Gouvernement révolutionnaire ne contrôlait plus que :

10 %	des territoires	fournissant	du charbon ;
25 %	»	»	de la fonte ;
50 %	»	»	du blé ;
10 %	»	»	du sucre [8, p. 98 et sq.].

A partir de 1919, deux ans après les journées d'octobre 1917, la quantité de combustibles disponibles ne représentait plus que la moitié de celle de 1917 et 40 % de celle de 1916. Le coton n'arrivait plus du Turkestan ou de la Transcaucasie, pour alimenter les usines des environs de Moscou.

Le nombre de hauts fourneaux en activité, était tombé :

à 13 en 1918 ;
à 9 en 1919 ;
à 5 en 1920.

Les laminoirs, qui étaient au nombre de 14 en 1918, n'étaient plus que 7 en 1920.

La production de fonte suivit une courbe identique :

3.700.000 pouds en 1918 ⁽¹⁾ ;
1.300.000 » en 1919, et
300.000 » en 1920.

En 1919, la moitié des locomotives en ordre de marche étaient utilisées dans des buts militaires.

En octobre 1917, il y avait 30 % de locomotives hors de service ;

en 1918	47 % ;
en 1919	55 % ;
en 1920	69 %.

80 % du réseau ferré se trouvaient dans la zone des opérations militaires en 1920, avec cette conséquence que

3.600 ponts de chemin de fer ;
2.200 km de voies ferrées ;
380 arsenaux ou ateliers de réparation ;
3.600 ponts routes ;
50.000 km de lignes téléphoniques et télégraphiques furent détruits.

PROKOPOVICZ [12] estime que le nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie, en 1920, était la moitié moindre qu'avant la guerre. Leur productivité était

(1) Un poud = 16,4 kg.

tombée au tiers de ce qu'elle était avant les hostilités. La production industrielle n'atteignait plus que 14,5 % de celle de 1914. L'absentéisme, en 1920, atteignait parfois 60 %.

Les ouvriers de Moscou, en 1920, touchaient des salaires ne leur permettant de vivre que pendant 11 ou 13 jours par mois. Ils recevaient tous les deux jours une ration quotidienne de pain de 55 g.

En octobre 1920, la capacité d'achat du rouble était descendue à 1 % de ce qu'elle était en octobre 1917.

La récolte ne représentait plus que les 2/5 de ce qu'elle avait été, en moyenne, pendant les 5 années précédant la guerre.

De son côté, PROKOPOVICZ [12, p. 44 et sq.] signale que le revenu national en 1921, comparé à 1913, avait été réduit de :

- 46 % dans l'agriculture ;
- 81 % dans les grandes industries ;
- 75 % dans les transports ;
- 66,7 % dans le commerce.

b) *La terre brûlée de la II^{me} guerre mondiale.*

VOSNESSENSKI [16, p. 44 et sq.] décrit comme suit les dommages infligés à l'Union Soviétique, par la II^{me} guerre mondiale, au cours de laquelle elle perdit 17 millions de ses citoyens.

Dans les territoires de la République Fédérale de Russie envahis par les Allemands, il ne restait plus, à la fin de l'occupation que :

- 17 % d'ouvriers ;
- 13 % du nombre des entreprises ;
- 23 % des chevaux ;
- 40 % des bovidés ;
- 30 % des moutons et des chèvres ;
- 10 % des porcs ;
- 50 % des tracteurs ;

58 % des moissonneuses-batteuses.

Les proportions sont à peu près les mêmes pour l'Ukraine et pour la Russie Blanche.

À la veille de la deuxième guerre mondiale, la production journalière de charbon, dans le bassin de Moscou, s'élevait à 35.000 tonnes. En janvier 1942, il ne donnait plus que 590 tonnes.

Plusieurs districts du bassin du Donetz furent pris et repris plusieurs fois.

En 1943 et 1944, on remit en activité des centrales électriques d'une puissance totale d'un million de kW, 1.047 mines de charbon, 13 hauts fourneaux, 70 fours à acier, 28 trains de laminoirs, 43.000 km de voies ferrées (40 % du réseau d'avant guerre).

De son côté, PROKOPOVICZ [12, p. 178] donne les précisions suivantes sur l'étendue de l'occupation allemande. Les territoires envahis (dans le cadre des nouvelles frontières) comprenaient ⁽¹⁾ :

Habitants : 80 millions ou 44,8 % ;

Surface emblavée : 77 millions d'ha ou 47 % ;

Récoltes de céréales : 452 millions de quintaux ou 38 % ;

Récoltes de betteraves sucrières : 179 millions de quintaux ou 84 % ;

Chevaux : 11,6 millions ou 56,6 % ;

Bêtes à cornes : 31 millions ou 48 %.

Les Allemands ont pris ou abattu :

7 millions de chevaux ;

17 millions de bêtes à cornes ;

27 millions de brebis et de chèvres ;

20 millions de cochons.

Ils ont brûlé 70.000 villages.

(1) Ces chiffres sont empruntés au rapport de la commission gouvernementale extraordinaire chargée d'établir les crimes de guerre allemands.

FACTEURS FAVORABLES
AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'U.R.S.S.

Il est évidemment impossible de faire l'inventaire complet des progrès économiques de l'Union Soviétique en quelques pages. Le but de la présente note est uniquement d'indiquer l'allure générale du phénomène et de rechercher les causes de ces résultats qui ne sont pas, au surplus, tous également favorables.

Il n'est guère difficile d'identifier les facteurs circonstanciels qui favorisèrent l'essor de l'Union Soviétique. Plus loin, on lira quelques considérations sur les principes et les méthodes qui exercèrent une influence permanente, indépendante des circonstances, dans le sens indiqué.

L'impitoyable énergie de ceux qui dirigèrent l'Union Soviétique depuis 38 ans, est à l'origine du succès. Elle s'extériorisa, à certains moments, sans aucune considération pour les conséquences inhumaines d'une volonté aussi féroce.

Ils furent servis aussi par les circonstances. Le développement industriel en U.R.S.S., malgré les cruels mécomptes de la guerre civile, du partage « noir », du communisme de guerre et des effarantes destructions d'hommes et de biens de la II^{me} guerre mondiale, a coïncidé avec une période exceptionnelle d'inventions et de découvertes techniques dans le monde entier.

Les acquisitions territoriales auxquelles les Soviétiques ont procédé avant, pendant et après la II^{me} guerre mondiale (660.000 km²), leur ont fourni des ports, des sources nouvelles de matières premières et 23 millions d'habitants en plus.

L'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie ne figurent pas dans ces 660.000 km². Mais elles font partie d'un bloc économiquement et peut-être idéologiquement soli-

daire. Les Soviétiques y ont trouvé un équipement moderne et des spécialistes hautement qualifiés pour l'application des nouveaux procédés techniques.

En outre, les Soviets réussirent à s'assurer la collaboration d'« espions » atomiques comme Alan Nunn MAY, Klaus FUCHS, PONTECORVO et de bien d'autres transfuges, peut-être plus obscurs, mais non moins efficaces.

Ce serait faire injure à l'*intelligenza* soviétique que d'attribuer aux seuls apports venus du dehors les succès remportés dans le domaine de la recherche scientifique.

De même que la Russie pré-révolutionnaire a eu ses Michel LOMONOSOV, ses Yvan LOBATCHEVSKI, ses MENDELEYEV, ses PAVLOV, l'Union Soviétique a donné à la science internationale des hommes comme VAVILOV, TIMIRIAZEV, MITCHOURINE, FRENKEL, KOLMOGOROV, KAPITZA.

Les intellectuels soviétiques, profondément patriotes, attachés au régime, modestes, désintéressés, érudits, réprouvent les polissonneries des propagandistes soviétiques revendiquant pour l'U.R.S.S. la priorité de toutes les découvertes et de toutes les inventions.

La qualité exceptionnelle du personnel n'explique pas tout. La méthode de recherche elle-même, qui est aux antipodes de celle que nous pratiquons en Occident, n'est pas étrangère non plus aux résultats obtenus. Elle est basée essentiellement sur l'intégration absolue de la théorie et de la pratique.

La recherche scientifique poursuit des buts concrets. Elle vise à résoudre les problèmes quotidiens qui se posent dans la production (1).

(1) Sur la recherche scientifique en U. R. S. S. lire : J. D. BERNAL, *The Social Function of Science* (Ed. Routledge, Londres, 1946) ; Arthur WAUTERS, La deuxième édition de la Grande Encyclopédie Soviétique (*Mémoire in-8° de l'Académie royale des Sciences coloniales*, Cl. des Sciences mor. et pol., XLI, 2, Bruxelles, 22.11.1954).

L'aide mutuelle qui fonctionna pendant la guerre a permis à l'U.R.S.S. de recevoir d'importants équipements industriels des Alliés.

Les armées soviétiques, dans les territoires ennemis qu'elles occupèrent, procédèrent méthodiquement à l'évacuation vers l'Est, du butin de guerre, y compris des usines et de tout leur matériel.

V. DEDIJER [7, p. 270 et sq.] a expliqué comment les Soviétiques tentèrent d'exploiter les Yougoslaves, par la création de compagnies mixtes, ressemblant étrangement aux compagnies à Charte du XV^e et du XVI^e siècle, dans lesquelles l'U.R.S.S. s'était réservé d'incroyables privilèges frisant la « *Raubwirtschaft* » et le pillage impérialiste. Ces compagnies furent créées aussi en Allemagne, en Pologne, en Roumanie, en Chine, etc.

Elles permirent à l'Union Soviétique de résoudre, à bon compte, son problème des matières premières.

Au surplus, il existe dans le bloc des pays communistes une solidarité contrainte ou spontanée qui ne doit pas avoir porté préjudice aux Soviets. Il n'est pas douteux non plus que les progrès de l'idéologie communiste dans le monde asiatique ont ouvert à l'U.R.S.S. une créance privilégiée auprès des peuples qui ont secoué la domination occidentale. Mais les Soviétiques jouissent d'autres avantages plus spécialement économiques. L'accroissement régulier de leur population, à la cadence de 3 millions par an (1,5 % par an) les a libérés du problème de la main-d'œuvre. Ils n'en ont ni trop ni trop peu. Bien que, en 1955, l'accroissement du nombre des ouvriers et employés ait subi un ralentissement, il leur manque un million d'ouvriers, à la suite sans doute du fléchissement de la natalité consécutif aux pertes de la guerre. Et l'Union Soviétique ne pourra réaliser son ambitieux VI^e plan quinquennal qu'en recourant davantage aux procédés de l'automatisation.

Il n'existe, en U.R.S.S., aucun problème de capitaux, contrairement à ce qui se passe dans les pays de capitalisme classique. Elle ne doit ni exporter, ni emprunter des capitaux.

L'U.R.S.S. ignore : les dettes extérieures, la rente, les dividendes.

Que l'on calcule l'incidence de ces trois éléments sur le prix de revient et l'on pourra juger si ce handicap est sérieux pour l'Occident.

Le développement de l'instruction générale et celui de l'enseignement technique ont incontestablement fécondé l'action du gouvernement soviétique. Il y a actuellement un million et demi d'étudiants dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur de l'U.R.S.S. Rien qu'à Moscou, il y en a 270.000 dans les 102 instituts de recherches, y compris ceux qui s'occupent de l'énergie atomique. En 1954, il est sorti 50.000 ingénieurs des hautes écoles (22.000 aux États-Unis).

Un dernier élément qui ne doit pas être négligé, le blocus larvé, l'embargo plus ou moins avoué, ont fouetté le zèle des savants soviétiques. C'est là une constatation vérifiée par l'histoire.

* * *

FAIBLESSES ET CARENCES DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE.

L'Union Soviétique souffre :

Du manque de qualification de sa main-d'œuvre ; la productivité de l'ouvrier soviétique atteint à peine la moitié de celle de l'ouvrier américain ;

Du gaspillage et des malfaçons. MALENKOV les évaluait

à 5 milliards de roubles (en 1951) par an, rien que pour les entreprises dépendant directement des Ministères [10, p. 78] ;

De la carence de certains secteurs arriérés énumérés un grand nombre de fois par les hommes d'État soviétiques : agriculture, construction, transport, exploitation des forêts, certaines mines, production des biens de consommation ;

De la faillite irrémédiable et complète du système de distribution ⁽¹⁾ ;

De la médiocre qualité des biens de consommation ;

Du profond déséquilibre entre le secteur agricole et le secteur industriel, entre l'industrie lourde et l'industrie légère.

Les statistiques erratiques et fugitives révèlent aussi de curieuses situations. Les journaux soviétiques ont dénoncé d'étranges cas de népotisme.

Il faudrait plusieurs pages pour citer les innombrables articles et discours consacrés à dénoncer les méfaits de la bureaucratie. C'est assurément le péril le plus grave qui menace l'économie soviétique, qui est devenue une fin en soi. L'État, c'est la bureaucratie. Et la bureaucratie, c'est l'État. Il semble que le régime se trouve là devant un monstre qui le dévore et qui soit aussi insaisissable qu'invulnérable.

Enfin, dans l'ère stalinienne, la mégalomanie, qui est le ruineux travers de toutes les dictatures, a coûté des milliards de roubles à la communauté. KROUTCHEV, depuis deux ans, a énergiquement réagi contre ce délire petit-bourgeois.

L'exploration laborieuse des statistiques a fait naître aussi quelques doutes sur certains aspects du régime.

(1) *Pravda*, du 1.12.1953.

Ainsi, en 1955, les Soviétiques (en tous les cas les Russes) semblent avoir mangé moins de beurre et de viande qu'en 1928.

Selon le rapport au Congrès des États-Unis [17, p. 285] dont les chiffres paraissent ici tout à fait irréfutables, le consommateur urbain, en Union Soviétique, consacrerait :

48,3 %	de ses ressources en 1928 et
56,7 %	» » » » 1937,

à l'acquisition d'aliments. Ceci, conformément à la loi d'ENGEL, semblerait indiquer un niveau de vie peu élevé (dépenses alimentaires inversement proportionnelles au volume du revenu) (1).

LE SYSTÈME ET LA MÉTHODE.

a) *Planisme et dirigisme.*

Le système du planisme a contribué, plus que tous les éléments énumérés, au succès de l'économie soviétique.

La planification, telle qu'on la pratique en U.R.S.S., n'a rien de commun avec le dirigisme auquel on recourt sporadiquement dans les pays de capitalisme classique.

Celui-ci n'est jamais considéré, et combien légitimement, que comme un palliatif par ceux qui l'appliquent avec une mauvaise grâce aussi résignée que peu dissimulée.

Le dirigisme ne s'attaque pas aux causes du malaise économique, mais aux symptômes seulement. Il s'efforce le plus souvent vainement, de résoudre un problème limité, dans un secteur aussi limité. Il arrive même que plusieurs tentatives de dirigisme se poursuivent paral-

(1) Dans le bloc soviétique (U. R. S. S. plus les nations européennes intégrées dans l'orbite de Moscou), le chiffre serait pour 1950 de 50 % [17, p. 73]

lèlement, dans le même pays, en s'annulant mutuellement.

Ceux qui font appel à cette contrefaçon de planisme, ne font pas mystère qu'ils ont l'arrière-pensée d'y renoncer le plus rapidement possible afin de rentrer dans le « droit commerce ».

b) *Le Plan quinquennal.*

Le plan quinquennal soviétique s'applique à l'ensemble de l'économie nationale, considérée comme une entreprise unique. Il répond à la conception que s'était faite LÉNINE de la société socialiste dans « L'État de la Révolution ». Cette société serait un seul bureau et une seule usine. Toutes les cellules économiques sont coordonnées et fonctionnent rigoureusement synchronisées, poursuivant en commun un seul et unique but général. STROUMILINE dit que l'Union Soviétique constitue une seule et même unité économique : la plus haute de toutes. Elle doit être considérée — et elle agit d'ailleurs — comme un « combinat unique ». Le plan est naturellement fractionné en stades successifs, aux échelons des 16 républiques fédérales, des républiques autonomes, des rayons, des provinces et des villes qui ont, d'ailleurs, élaboré, chacun de leur côté, les propositions qui, fusionnées, coordonnées, arbitrées, ont constitué le plan final.

Cette pratique n'altère en rien son unité. Pas plus que les modifications qu'il subit en cours d'exécution afin de l'adapter à des circonstances imprévues.

Le plan est une loi. Celui qui s'oppose à sa réalisation ou qui la compromet, est passible de sanctions pénales.

C'est le plan qui détermine « l'industrialisation du pays, la reconstruction de tout outillage technique, la collectivisation des petites exploitations agricoles, individuelles à l'aide de la technique moderne et de la mécanisation du travail, l'éducation des nouveaux

cadres ouvriers nécessaires pour l'assimilation de cette technique moderne, l'élévation radicale du niveau de vie des ouvriers et des paysans, etc... » [15, p. 12].

Le plan est régulateur de l'économie nationale. Il n'est pas seulement indicatif, il est impératif [18, p. 424].

Il est élaboré en tenant compte des supputations de la conjoncture économique. Il doit prévoir et prédire, calculer les trajectoires des courbes statistiques. Mais cette part que prend l'anticipation de son élaboration n'implique nullement que le plan s'abandonne aux tendances spontanées. Bien au contraire. Le plan ne se contente pas d'indiquer l'objectif à atteindre. Il dit aussi quels sont les moyens à employer pour y réussir. Par conséquent, tout élément de spontanéité est éliminé.

c) *L'accumulation du capital et les investissements.*

1. *L'accumulation externe.*

La réalisation du plan exige des capitaux. Où l'Union Soviétique se les procure-t-elle ?

L'expropriation sans indemnité de la totalité des entreprises qui fonctionnaient en Russie lui a déjà procuré une base de départ qui n'est sûrement pas négligeable. Elle a en outre recueilli des qualités sérieuses d'équipement, de machines, de matières premières, de cheptel, au titre de butin de guerre ou de réparation dans les territoires qu'elle a intégrés aux siens, et dans ceux qu'elle a occupés.

Elle a reçu aussi une aide substantielle par le canal du Prêt-Bail et de l'Assistance Mutuelle.

2. *L'accumulation interne.*

Il existe en Union Soviétique une marge considérable entre le prix de revient et le prix de vente au détail des

marchandises livrées au consommateur. C'est l'impôt sur le chiffre d'affaires qui frappe les biens de consommations qui est responsable de cette majoration.

De 1930 à 1940, cet impôt a pris une part grandissante dans les ressources de l'État. Cette part atteignait 58 % en 1940. Elle était encore de 50 % en 1953.

Or les investissements sont, pour plus des 3/4, puisés dans le budget de l'État. La part de l'autofinancement des entreprises est encore fort modeste. De sorte que l'accumulation interne en U.R.S.S. se pratique suivant la méthode de l'épargne forcée.

Henri CHAMBRE [5, p. 452] fait très justement observer :

« ... dans un pays dont l'économie se développe, les investissements nouveaux doivent être financés soit par le capital, soit par le travail. Au lieu de payer ce financement au capitaliste sous forme de plus-value, comme l'affirmait MARX, l'ouvrier, en Union Soviétique, le paie à l'État sous la forme de cette taxe sur le chiffre d'affaires incorporée dans le prix de vente ».

L'État soviétique recourt aussi à l'emprunt dit volontaire.

Ce système permet aux dirigeants de modifier brusquement, et sans se soucier de l'opinion publique, la répartition et l'orientation des investissements (dépenses militaires, transport, recherches scientifiques, industrie lourde, industrie des biens de consommation, agriculture, etc...)

Cette méthode d'accumulation et d'investissement n'est évidemment possible que par la nationalisation des moyens de production et d'échange, la planification et la dictature.

* * *

II. L'U.R.S.S. ET LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

L'Union Soviétique a participé, le 16 novembre 1949, au vote unanime de l'Assemblée générale des Nations Unies pour la constitution d'un programme élargi d'assistance technique.

Le 15 juillet 1953, le délégué soviétique du Conseil Économique et Social offrit une contribution de 4 millions de roubles (l'équivalent d'un million de dollars, ou de 50 millions de francs belges) pour la réalisation de ce programme. Cette somme comprenait le paiement d'experts soviétiques. De sorte que la contribution effective était particulièrement modeste. Les États-Unis assument à eux seuls 80 % du total des contributions volontaires recueillies dans ce but.

L'Union Soviétique est restée très longtemps à l'écart des organisations spécialisées des Nations Unies. Elle ne les a pas encore rejointes toutes alors qu'elles sont les seules qualifiées pour intervenir efficacement. L'action de l'U.R.S.S. s'est orientée dans trois directions :

1) Dans les territoires arriérés situés à l'intérieur des frontières de l'U.R.S.S. ;

2) Dans ceux des démocraties populaires dont le développement était inférieur à celui de l'Union Soviétique ;

3) Dans les pays qui, sans s'intégrer dans l'un des deux blocs qui divisent le monde, ont cependant réussi à se libérer de l'hégémonie des puissances occidentales.

* * *

ASIE CENTRALE SOVIÉTIQUE ET KAZAKSTAN.

Il est impossible, dans les limites du présent mémoire, de procéder à une revue détaillée de tous les efforts accomplis par l'U.R.S.S. dans les régions relevant de son autorité. Le cas le plus typique est incontestablement celui de l'Asie centrale soviétique. Ces régions furent acquises sous le régime tsariste, par la conquête, en compétition avec l'impérialisme anglais. Les convoitises de la Russie sur cette partie de l'Asie se sont précisées sous PIERRE le Grand, au XVIII^e siècle. Leur statut juridique est resté incertain et capricieux, jusqu'au moment où la Russie soviétique les a pratiquement intégrées dans son territoire, après avoir triomphé de résistances nationalistes tellement vigoureuses que l'on signale encore des transferts forcés de populations en 1942, notamment dans le Caucase.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Asie centrale, il s'agit de régions immenses, comme le Turkestan, dont le territoire est égal à 573 fois celui de la Belgique. Il résista assez longtemps aux convoitises russes parce qu'il était protégé par de vastes déserts. Il était le lieu de passage obligé des grandes expéditions commerciales et militaires. Il faisait la liaison entre la Perse, la Chine et l'Hindoustan. Les grandes migrations des Huns et des Arabes sont passées par là.

Ces territoires de l'Asie centrale soviétique contiennent d'abondantes richesses : de la soie, du coton, du cuir, des pelleteries, du zinc, de l'or, de l'argent, du tungstène, du mercure, du soufre, du cuivre, du plomb, du pétrole et même de l'uranium en Kirghizie et dans le Tadjikistan. Déjà, sous le tsarisme, la riche vallée du Sogd (entre Sammarkand et Boukhara) était méthodiquement irriguée par un immense réseau de canaux. Il fut détruit par la guerre. Elle s'y prolongea jusqu'en 1926.

A la suite de l'invasion allemande, l'Union Soviétique pratiqua systématiquement la politique de la terre brûlée. Dans les territoires de la république de Russie, occupée par l'armée allemande, il ne restait que 17 % des ouvriers et 13 % des usines. Des centaines d'entreprises furent transportées au-delà des monts Oural, avec tout leur matériel et presque tout leur personnel.

Entre 1941 et 1947, on construisit 342 villes entièrement nouvelles, au-delà des Monts Oural. D'énormes projets d'irrigation, de barrages, sont terminés ou en voie d'exécution. La construction d'un canal de 1.100 km de l'Amou-Darya à la Caspienne (de Bossaga à Krasnovosk en face de Bakou) tracé à travers les deux plus grands déserts de cette région du globe, a été mis en veilleuse. Mais ces travaux seront sûrement repris lorsque les circonstances le permettront. Un million et demi d'hectares seront irrigués et 6 à 7 millions d'hectares de terres vierges seront converties en terres à pâturages.

Déjà maintenant, la grosse métallurgie, les textiles, la construction mécanique, l'industrie de l'alimentation, les huileries, les tanneries, les fabriques de conserves, les sucreries et les usines de machines agricoles, témoignent de l'effort accompli pour relever le niveau de ces populations arriérées.

Les Russes y occupent les positions clefs et exercent toutes les professions techniques impliquant des capacités techniques. Et c'est l'armée rouge qui garde les frontières. Les cadres en sont recrutés dans la population non autochtone.

Un exemple de l'esprit dans lequel l'aide technique est appliquée est celui du Tadjikistan.

Le Tadjikistan faisait partie du Khanat de Boukhara depuis sa constitution au XVI^e siècle. Avec lui, il passa sous la domination tsariste au moment de la conquête russe au XVIII^e siècle. C'est ce qui valut, suivant Pavel

LOUKNITSKI [9, p. 11] « de recevoir pour la première fois la possibilité de s'initier à la culture avancée du peuple russe, évitant en outre la conquête anglaise, qui aurait transformé son pays en une colonie ».

L'industrie métallurgique y est surtout dirigée vers la manufacture des pièces détachées pour l'équipement agricole et automobile. En outre, Stalinabad (la capitale) possède une fabrique de turbines et d'autres équipements hydro-électriques. La première usine hydro-électrique de la région fut établie en 1937.

En 1947, le Tadjikistan s'est acquis la première place, parmi les Républiques d'Asie centrale, pour le rendement des cultures cotonnières, tout en occupant le deuxième rang de toute l'Union pour la production globale. Le rendement des champs de coton du Tadjikistan a quintuplé depuis 1932.

L'Union Soviétique était, il y a 20 ans, le cinquième pays du monde pour la production cotonnière. Elle est aujourd'hui au deuxième rang. Et ce résultat est dû pour une grande partie au développement des républiques d'Asie centrale.

Les quelques chiffres suivants permettent de mesurer l'effort réalisé rien que pendant la période de guerre, dans l'Asie centrale (Ouzbekistan, Turkmenistan, Tadjikistan, Kirghizie) et le Kazakhstan [16] :

a) *Production industrielle :*

4,8 milliards de roubles en 1940 ;

6,6 milliards de roubles en 1943 ;

Plus de 250 entreprises industrielles évacuées de ces régions en 1941 et début 1942.

b) *Industrie de transformation des métaux :*

600 millions de roubles en 1940 ;

1,7 milliard de roubles en 1942 ;
2,3 milliards de roubles en 1943.

c) *Production de charbon*

8,7 millions de tonnes en 1940 ;
9,4 millions de tonnes en 1942 ;
12,0 millions de tonnes en 1943.

d) *Production de courant électrique*

210 millions kWh en 1940 ;
728 millions kWh en 1942 ;
882 millions kWh en 1943.

* * *

LES DÉMOCRATIES POPULAIRES.

Voici les principes qui inspirent les projets de développement des démocraties populaires sous-équipées :

- 1) L'objectif est de planifier le développement économique des pays appartenant au camp socialiste [6] et de coordonner les plans quinquennaux ;
- 2) Organiser la coopération et l'aide mutuelle sur le plan scientifique et technique entre les pays du camp socialiste ;
- 3) Créer un marché mondial démocratique ;
- 4) Accepter la co-existence des deux systèmes (soviétique et capitaliste) et la coopération économique internationale ;
- 5) L'Union Soviétique joue, dans cette association volontaire des différentes nations, le rôle de pilote ;
- 6) La coordination se pratique également par la conclusion d'accords bilatéraux entre les démocraties populaires.

L'U.R.S.S. a accordé à la Pologne un crédit de 2 milliards 200 millions de roubles pour exécuter son plan de 6 ans. Celui-ci a été aligné sur les plans quinquennaux de l'Union Soviétique et des autres démocraties populaires. L'Union Soviétique a envoyé à la Pologne d'abondants équipements, y compris plusieurs douzaines d'entreprises industrielles complètement montées.

L'accord commercial entre les deux pays fut conclu pour une période de 8 ans. Il prévoit la fourniture à la Pologne de matières premières, d'équipements et de fournitures diverses. Il ouvre le marché soviétique aux produits polonais.

Un exemple de la coordination de l'industrie lourde, que les démocraties populaires, comme l'Union Soviétique et la Chine considèrent toujours comme la base fondamentale de l'expansion économique et de la stabilité politique du régime, est fourni par la Pologne : son complexe métallurgique de Nowa Huta a été construit synchroniquement avec le complexe métallurgique GOTTWALD à Kuncice (près d'Ostrava, en Tchécoslovaquie) et avec le complexe STALINE en Hongrie.

La répartition et la division du travail apparaissent également dans la construction des machines. La Pologne se spécialise dans les tracteurs de moyenne puissance. Elle exporte les excédents vers les autres démocraties populaires. Par contre, elle achète à ses voisins des tracteurs lourds et légers.

L'accord bilatéral tchéco-hongrois prévoit que la Hongrie construira en Tchécoslovaquie une usine d'aluminium qui utilisera la bauxite hongroise. La Tchécoslovaquie fournira à la Hongrie des équipements pour le conditionnement de la bauxite.

Des accords semblables, en ce qui concerne la production des aciers de laminoirs, existent entre la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie ; et, pour les roulements à bille, entre la Roumanie et la Hongrie.

Des accords multi-latéraux ont été conclus pour l'édition de lignes à haute tension et pour la distribution de l'énergie électrique. La Roumanie et la Hongrie construisent conjointement un large complexe pour l'utilisation du gaz naturel. La Hongrie fournira les machines nécessaires à une fabrique de soude.

De l'étude de tous ces traités commerciaux, il ressort très clairement que les deux démocraties les plus développées, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, jouent un rôle considérable dans cette action coordinatrice.

CHISTYAKOV [6] résume dans son article la part respective prise par chacune des démocraties populaires dans l'organisation du marché mondial démocratique. L'Union Soviétique fournit des machines, des équipements, des matières premières, notamment du minerai de fer, du manganèse et aussi du blé ; la Pologne, du charbon, du coke, des produits alimentaires, des bateaux et du matériel de transport ; la Tchécoslovaquie, des machines, des produits métallurgiques et chimiques, du coke, des chaussures et des marchandises diverses ; la Hongrie, des machines outils, des turbines, des transformateurs, des grues, des excavateurs, de la bauxite, de l'aluminium et des produits alimentaires ; la Bulgarie, des minerais non ferreux, de l'acide sulfurique et des produits alimentaires ; la Roumanie, du pétrole, l'équipement pour le forage, des produits alimentaires et du bois ; l'Albanie, du chrome, des charbons bitumeux et des produits alimentaires.

LA CHINE.

Les conventions sino-soviétiques prévoient la construction et l'extension de 141 projets industriels de première grandeur : des complexes pour le fer et la métallurgie, le fer et l'acier, des entreprises pour les métaux non

ferreux, des mines de charbon, des raffineries de pétrole, des ateliers de construction métallique, des centrales électriques. En vertu de cet accord qui date du 12 octobre 1954, l'Union Soviétique a consenti un crédit à long terme de 520 millions de roubles et a accru le volume des fournitures prévues précédemment pour l'équipement de 141 entreprises figurant dans les plans primitifs.

Un autre accord entre les deux gouvernements prévoit la construction du chemin de fer Lanchow-Urumchi-Alma Ata, chaque gouvernement construisant la partie de la voie ferrée sur son territoire respectif.

Un accord tripartite entre la République Populaire Chinoise, la Mongolie et l'Union Soviétique prévoit la construction d'une autre voie assurant la communication directe entre Tsining (Pingtichuan) et Ulan Bator.

On sait également que les Soviétiques ont fait don des machines et des équipements nécessaires à l'organisation d'une grande ferme pour la culture extensive du blé. Ce sont eux aussi qui se sont chargés de la formation du personnel qualifié pour la mise en valeur des terres vierges.

La coopération scientifique et technique entre les deux pays a permis aux mineurs chinois d'accroître leur production de 150 % en adoptant de nouvelles méthodes et du matériel inédit, suggérés par des spécialistes soviétiques.

Des géologues soviétiques ont convaincu leurs collègues chinois que les réserves de pétrole en territoire chinois sont beaucoup plus considérables qu'on ne l'avait cru.

La Roumanie a fourni à la Chine de la documentation pour la fabrication des équipements nécessaires à l'extraction et au raffinage du pétrole.

La coordination des échanges commerciaux entre la Chine et les autres démocraties populaires, y compris l'Union Soviétique, a permis d'accroître considérablement la variété des exportations chinoises. L'U.R.S.S.

fournit à la Chine des machines, des machines outils, des entreprises industrielles de transport ou de communication, complètement équipées. Elle importe des matières premières et des produits agricoles. La Chine importe aujourd'hui 65 % d'équipements de plus de l'U.R.S.S. qu'elle n'en importait avant la guerre des pays capitalistes. Ces exportations de l'U.R.S.S. en Chine ont permis de découvrir les besoins de cette dernière en machines-outils, en tôle, en électricité, en équipement pour les mines et les transports, en instruments de précisions, en roulements à billes, en produits pétrolifères, etc. Et c'est l'U.R.S.S. qui est le plus grand consommateur de l'huile végétale, de semences oléagineuses, de thé, de tabac, de riz, de soie, de soies de blaireau, de cuir brut et de différents minerais. La Pologne a fourni à la Chine une raffinerie de sucre complètement équipée.

LES « NEUTRES » EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

L'Afghanistan a accepté de l'Union Soviétique, à la fin de 1954, un prêt de 3 millions de dollars pour construire des silos et des entrepôts pour denrées alimentaires.

Le 18 décembre 1955, un accord fut signé à Kaboul, par MM. BOULGANINE et Sardar Mohammed DAUD Khan, ouvrant un crédit à long terme de 100 millions de dollars pour la réalisation du programme arrêté en commun afin d'assurer le développement de l'économie afghane. Ce document précisait que les techniciens des deux pays examineraient en commun les possibilités de collaboration dans le domaine de l'agriculture, la construction de centrales hydro-électriques, les travaux d'irrigation, les ateliers de réparation de véhicules automobiles et la reconstruction de l'aérodrome de Kaboul.

L'accord intervenu à Rangoon, le 7 décembre 1955,

entre le gouvernement soviétique et le gouvernement birman stipule que les Soviets procureront du matériel et offriront leurs services pour le développement de l'agriculture pour la construction d'un réseau d'irrigation et l'établissement d'ateliers industriels.

La Birmanie s'acquitterait de ses obligations en fournissant du riz. Dans le cas où ces quantités de riz seraient insuffisantes pour apurer la dette, l'U.R.S.S. serait disposée à accepter des paiements différés, répartis sur un certain nombre d'années.

L'Union Soviétique s'engage à construire et à équiper à titre gracieux un Institut technologique à Rangoon. La Birmanie offrira gratuitement au peuple soviétique du riz et d'autres produits d'origine birmane.

La Tchécoslovaquie a offert de fournir à l'Indonésie les experts et le matériel pour l'exploitation de ses gisements de pétrole. Les Tchèques auraient accepté d'être payés en pétrole ou en sous-produits.

Le 2 février 1955, un accord a été signé à la Nouvelle-Delhi (Inde), pour la construction d'un complexe métallurgique pour la production du fer et de l'acier. Il sera situé dans la région de Bhilai de Madhya Pradesh. Il sera terminé pour le 31 décembre 1959 et sa capacité initiale sera d'un million de tonnes pour atteindre 2,5 millions. Le coût de l'entreprise (machines et équipements à fournir par l'Union Soviétique) est évalué à 434 millions de roubles, non compris les frais de transport. Les honoraires pour l'aide technique s'élèveraient à 25 millions de roubles. Le coût de la construction sera facturé au fur et à mesure des fournitures. L'Union Soviétique étendra les crédits sur une période de 12 ans, à 2,5 % d'intérêt. L'Inde payera en roupies indiennes, convertibles en livres. L'accord prévoit que les experts indiens seront autorisés à se rendre dans des entreprises soviétiques similaires, afin de s'y perfectionner, et afin

également que le personnel exploitant de la nouvelle aciérie soit en majorité indien.

En décembre 1955, un communiqué publié à la Nouvelle-Delhi et signé par M. NEHRU, le Maréchal BOULGANINE et M. KROUTCHEV, précisait la portée de l'accord de coopération économique entre les deux pays. L'Inde s'engage à acquérir un million de tonnes d'acier en trois ans, à commencer en 1958. L'Inde achètera également en Union Soviétique l'équipement nécessaire à la production du pétrole et à l'exploitation des mines.

De son côté, l'U.R.S.S. accroîtra substantiellement ses achats de matières premières et de produits manufacturés. Le communiqué ajoutait que cette majoration des achats atteindrait si possible le total des marchandises achetées en Union Soviétique.

Des services maritimes réguliers seront organisés entre les ports indiens et les ports soviétiques.

Le 18 juillet 1955, un accord a été signé entre l'Union Soviétique et le Nord-Vietnam. L'U.R.S.S. accorde un crédit de 400 millions de roubles (environ 35 millions de livres) pour aider à restaurer l'économie vietnamienne et pour construire 25 entreprises complètement équipées. L'accord prévoit la formation de techniciens pour permettre au Nord-Vietnam de procéder à des explorations géologiques et de construire des centres médicaux.

Le traité se complète par un accord commercial. Il prévoit aussi la multiplication des liens économiques et culturels entre les deux pays.

Le 17 octobre 1955, le Dr Ahmed HUSSEIN, ambassadeur d'Égypte à Washington, a annoncé que l'Union Soviétique avait offert un prêt de 200 millions de dollars au Gouvernement du Caire pour la construction du barrage d'Assouan. Le prêt aurait été remboursable en 30 ans, en coton et en riz. L'intérêt aurait été de 2 % l'an.

L'Ambassadeur ajoutait que la somme offerte, sous

forme de prêt, représentait environ un tiers du coût de la construction.

Cette offre fut renouvelée en mai 1956.

* * *

L'Occident s'est demandé comment les Soviétiques pouvaient à la fois prendre de si lourds engagements envers la Chine et leurs nombreux satellites tout en assumant les charges écrasantes d'une intervention exceptionnellement coûteuse dans les pays sous-développés. La tentation fut grande dans les milieux occidentaux qui restent sceptiques, malgré les aveuglants témoignages, devant les progrès économiques de l'Union soviétique, d'attribuer le revirement de la politique intérieure et extérieure de Moscou, à une situation désespérée.

La vérité est un peu différente. Des économistes aussi prudents et réservés que Thomas BALOGH [2] admettent aujourd'hui que la production industrielle soviétique s'est accrue annuellement de 12 % en moyenne, depuis quelques années, alors que ce progrès ne fut que de 5 à 6 % aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

En outre, maintenant que le conflit entre les deux blocs, depuis la conférence des Quatre Grands en juillet 1955 à Genève, s'est déplacé du plan militaire sur le plan économique, les Soviétiques, prenant un risque délibérément calculé, se sont engagés dans la voie du désarmement unilatéral. Au printemps 1956, ils ont démobilisé 640.000 hommes. Ils se préparent à en licencier 1.200.000 d'ici au printemps 1957. Ces réductions massives de leurs dépenses militaires vont leur permettre de réduire leurs prix de revient de manière à lutter victorieusement contre les pays de capitalisme classique. Enfin leur marché de la main-d'œuvre où la demande dépassait l'offre d'un million de travailleurs par an, va être, ainsi, décongestion-

né. La production pourra faire face à la demande accrue du chef de l'aide aux pays sous-développés.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET THERMO-NUCLÉAIRE.

Au printemps 1955, les périodiques spécialisés et les journaux quotidiens de l'Union Soviétique ont publié d'abondants détails sur les progrès réalisés dans le domaine de l'application pacifique de l'énergie atomique (1). Au début du mois d'avril 1955, une conférence consacrée à la physique théorique fut convoquée à Moscou. Six cents experts participèrent à la réunion, où une cinquantaine de rapports sur l'électro-dynamique furent discutés. Le 15 mars de la même année, une exposition fut ouverte à Moscou pour célébrer la mise en service de la première centrale d'énergie atomique d'une capacité de 5.000 kW. C'est alors qu'on commença à parler de la construction, à titre expérimental, d'une automobile actionnée par l'énergie atomique.

Les *Izvestia* publiaient un article du Professeur TOPCHIEV, Premier Secrétaire du Praesidium de l'Académie des Sciences, fournissant des détails assez précis sur l'application de l'énergie atomique à l'industrie lourde. Les savants russes, selon l'auteur, ont conçu un certain nombre d'instruments de mesure, des jauges permettant de mesurer l'épaisseur de matières en béton. Ils seraient actionnés par les radiations nucléaires. Les procédés atomiques, imaginés par les chercheurs russes, mesurent la réaction atomique dans les alliages, la résistance et le degré d'usure de certaines pièces détachées.

Par des procédés similaires, l'U.R.S.S. serait à même d'identifier les phénomènes chimiques du métabolisme

(1) On lira une analyse assez complète de ces articles dans le *Times* du 26 avril 1955 : *Russian Atomic Energy Claims*, p. 13.

dans les tissus du cerveau, du foie et des muscles. Et c'est encore en se servant de ces nouvelles techniques que l'on aurait déterminé avec exactitude le processus de la formation du sucre dans la betterave.

Le Professeur TOPCHIEV signalait qu'il existait en Union Soviétique, une trentaine de centres de recherches procédant à des expériences sur des superphosphates radioactifs, afin de déterminer les meilleures méthodes et les périodes les plus appropriées pour utiliser ces engrais. Il signalait, également dans le domaine agricole, une expérience avec du cobalt radioactif produisant des rayons gamma.

Ces expériences avaient permis d'augmenter de plus de 8 % la récolte des betteraves, de même qu'elle avait hâté la floraison du sarrasin.

Un autre savant soviétique, le Professeur A. N. NESPEYANOV, au cours d'une émission radiophonique, a signalé que l'emploi des isotopes radioactifs permettait de repérer les failles et les fissures dans les métaux.

Le Professeur TOPCHIEV a publié d'autres articles dans les *Izvestia* et la *Pravda* mentionnant que les médecins russes emploient plus de 700 isotopes différents dans les cliniques et les hôpitaux, et qu'ils sont produits en quantité illimitée.

Certains d'entre eux ont permis de traiter avec un certain succès les maladies de la glande thyroïde et les tumeurs cérébrales. Ces articles reconnaissent cependant qu'il y a eu des échecs.

Il est intéressant de noter que parmi les participants à la conférence du mois d'avril, se trouvait un délégué polonais, le Professeur INFLED qui fut un des collaborateurs d'EINSTEIN. Il était rentré dans son pays d'origine, après avoir travaillé au Canada à des recherches nucléaires.

Une seconde conférence, de portée internationale

celle-ci, consacrée à l'atome, fut convoquée à Moscou du 1^{er} au 5 juillet 1955. Des savants et des techniciens de tous les pays communistes et de 11 nations non communistes (Autriche, Suède, Finlande, Japon, Inde, Birmanie, Égypte, Iran, Norvège, Israël, Yougoslavie) y participaient.

Le 18 juillet 1955, le Maréchal BOULGANINE fit part de la décision de l'U.R.S.S. à la conférence des chefs de gouvernement, tenue à Genève, de fournir de la matière première fissible au pool international de l'énergie atomique proposé par le Président EISENHOWER.

Le 21 août 1955, la conférence internationale pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique se terminait à Genève, où elle avait été convoquée par les Nations Unies. Elle avait duré 15 jours. Elle avait entendu ou étudié un millier de rapports et de mémorandums. La conférence avait discuté les facteurs physiques fondamentaux qui inspirent l'élaboration des réacteurs nucléaires, l'usage des isotopes radioactifs, l'influence des radiations atomiques sur l'être humain, la protection des travailleurs des entreprises atomiques contre les effets nocifs des radiations.

C'est au cours de ces débats que la délégation soviétique fit une description de la centrale d'énergie nucléaire de 5.000 kW, inaugurée en juillet 1954. Le Professeur BLOKHINTSEV, qui fournit d'abondants détails accompagnés de diagrammes, de photographies et de cartes, révéla que l'Union Soviétique était en train d'élaborer les plans de centrales d'énergie atomique de types très variables et de haute capacité de 50.000 à 100.000 kW et même davantage.

Son collègue, le Professeur LAVRICHEV annonça que l'U.R.S.S. avait entrepris la construction de réacteurs pour la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et la Chine.

Elle avait l'intention de fournir à ces mêmes pays des cyclotrons, pour y promouvoir la recherche. En outre, l'Union Soviétique avait pris l'engagement de former des techniciens pour ces mêmes pays et de leur fournir toutes les informations techniques désirables. Il apprit à la conférence que l'Union Soviétique produisait des isotopes radioactifs, ainsi que de l'uranium, du thorium, de l'uranium 235 et 233, du tritium, de l'eau lourde et du plutonium.

Un autre professeur soviétique, à la même conférence, M. SBOLBELTZIN, communiqua que l'U.R.S.S. avait exporté par mois, en 1954 et 1955, un millier de colis d'isotopes, à des prix comparables à ceux du marché mondial. Il ajoutait qu'aucune des commandes faites n'avait été refusée.

Enfin le docteur KOURSANOV informa ses collègues de la conférence que les savants soviétiques croyaient bien être près de résoudre le mystère de la photo-synthèse (1).

La radio de Moscou a annoncé le 1^{er} mai 1955, que l'Union Soviétique venait de signer des accords avec la République Populaire Chinoise, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie. Ces accords prévoyaient la fourniture de piles atomiques expérimentales et d'accélérateurs, la communication gratuite d'informations techniques et scientifiques nécessaires pour l'installation de ces équipements ainsi que de la participation des spécialistes soviétiques et la fourniture de quantités suffisantes de matières fissibles et d'isotopes radioactifs, jusqu'à l'épo-

(1) Il s'agit du processus par lequel, sous l'influence des rayons du soleil, les plantes absorbent l'oxyde de carbone, et le convertissent en sucre et en amidon, formant ainsi la base fondamentale pour les aliments destinés aux animaux et à l'homme. On trouvera un grand nombre de détails techniques sur les recherches relatives à la photo-synthèse dans le compte rendu de la conférence.

que où les contractants seraient en mesure d'assurer leurs besoins par leur propre production.

La formation de spécialistes en physique nucléaire dans les différents pays ayant souscrit ces engagements était aussi inscrite dans le traité. Un accord du même genre ayant la même portée, fut signé entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie ⁽¹⁾.

Le 10 février 1956, le Gouvernement de Moscou annonçait qu'il était préparé à contribuer à l'établissement au Caire d'un laboratoire nucléaire pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Des spécialistes soviétiques fourniraient les conseils nécessaires pour la planification et la construction de ce laboratoire. Les spécialistes égyptiens seraient formés en Union Soviétique. En outre, l'U.R.S.S. procurerait les instruments et les équipements nécessaires à la recherche géologique à l'Égypte.

Les spécialistes de la physique nucléaire se sont montrés particulièrement intéressés par deux communications que l'académicien soviétique L. V. KURCHATOV a faites au début de 1956, à trois cents de ses collègues réunis au centre atomique anglais de Harwell. On avait toujours considéré que le moyen d'utiliser l'énergie nucléaire dans des buts pacifiques ne serait pas découvert avant de longues années. Or, le Professeur KOURCHATOV a informé ses collègues anglais que l'Union Soviétique poursuivait des expériences dans ce sens, depuis 1952. Pour parvenir à la fission des atomes d'hydrogène, il faut développer d'énormes températures comparables à celles dont le noyau du soleil est le siège. Selon le savant soviétique, les laboratoires de son pays, auraient déjà pu porter ces températures à un million de degrés. Mais ils n'ont pas encore réussi à maintenir la chaleur à un tel niveau d'intensité pour accomplir la fission. Il a également informé ses auditeurs de Harwell,

(1) Communiqué officiel de l'Agence TANJUG du 3 janvier 1956, Belgrade.

que l'Union Soviétique disposerait, dès 1960, de centrales d'énergie atomique, produisant 200.000 kW. Celles-ci ne figurent pas au programme anglais avant 1965.

Si dans toutes ces tentatives, les Soviétiques réussissaient à devancer les Occidentaux, tout le problème de l'assistance technique aux pays sous-développés serait totalement modifié. Si l'on est d'accord pour dire que l'énergie est un des facteurs les plus importants du développement économique des peuples, il est certain que la collaboration de l'Union Soviétique et des pays sous-équipés telle qu'elle se poursuit actuellement pourrait déplacer complètement le centre de gravité de toute l'économie mondiale avec les conséquences politiques que l'on devine.

En 1952, de toute l'énergie, de toute origine, produite dans le monde [1]

36 %	étaient consommés	en Amérique du Nord ;
19 %	»	» Europe Occidentale ;
17 %	»	» Union Soviétique ;
4 %	»	» Amérique Latine ;
13 %	»	» Asie ;
2 %	»	» Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud).

Cette hypothèse, qui se pose selon les spécialistes en termes de plusieurs dizaines d'années, ne doit pas être écartée dans la planification du développement économique des peuples arriérés, et doit être dès maintenant, intégrée dans l'élaboration des projets de toutes les nations riches capables d'aider les nations pauvres. D'autant plus qu'à la conférence de Genève on a eu la confirmation que les sources d'uranium étaient beaucoup plus abondantes qu'on ne pensait ; on s'est aussi orienté vers l'extraction de minerais de teneur moins élevée.

La *Pravda* du 18 mars 1956 a publié un reportage sur un centre scientifique d'études des noyaux atomiques. Il s'agit d'un synchrophasotron de 10 milliards d'électrovolts. D'après le journal soviétique, cet accélérateur de particules atomiques aux dimensions gigantesques imprimerait au noyau de l'atome d'hydrogène une vitesse qui approche de celle de la lumière.

On aurait tort d'accueillir toujours avec scepticisme des informations de ce genre, bien que les journaux soviétiques, si pas les milieux scientifiques soviétiques, aient souvent péché par fanfaronnade.

LES COMPAGNIES MIXTES.

Dans l'article du *Kommunist* déjà cité [6], A. CHISTYAKOV explique le rôle joué par des sociétés par actions à participation bilatérale dans l'aide aux pays sous-développés. Il signale qu'il en existait 4 en Chine, 3 en Bulgarie, 12 en Roumanie. (On observera que l'auteur de l'article passe soigneusement sous silence les compagnies mixtes qui connurent une vie très éphémère en Yougoslavie).

Elles furent constituées sur une base paritaire, dans le but de restaurer l'économie des démocraties populaires ravagées par la guerre. CHISTYAKOV signale qu'elles occupèrent des secteurs comme le pétrole, la construction, les mines non ferreuses, la construction de machines et les transports. Il ajoute que les participants consentirent de très lourds investissements. L'U.R.S.S. fournit l'équipement moderne et le matériel nécessaire. En outre, les Soviets prêtèrent leur aide technique en procurant de la documentation et des spécialistes.

A présent, dit-il, ces compagnies ont terminé leur tâche. De sorte que la Chine, la Roumanie, la Bulgarie et l'Union Soviétique se sont mises d'accord pour la vente

et le transport des actions détenues par l'Union Soviétique au Gouvernement des pays où ces sociétés fonctionnaient. Les pays précités s'acquitteront de leur dette à des conditions privilégiées en fournissant des marchandises qui font partie de leurs exportations normales. Les paiements seront échelonnés sur plusieurs années.

L'auteur ajoute que le transfert des actions soviétiques démontre les relations amicales qui existent entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.

L'histoire de ces compagnies mixtes n'est pas aussi idyllique que veut bien le dire l'écrivain soviétique.

Les sociétés mixtes d'exploitation de gisements de matières premières et de transports fluviaux ou aériens, donnaient la priorité et parfois le monopole complet de la livraison de ces matières premières à l'Union Soviétique. En outre, elles étaient exemptes d'impôts, notamment de taxes à l'exportation. L'Union Soviétique exigeait que les prix qu'on lui ferait payer soient fixés sans se préoccuper des profits de l'entreprise. Bien mieux, dans certains cas, l'U.R.S.S. exigeait que les sociétés mixtes ne soient pas astreintes à payer leur cotisation pour les assurances sociales prévues par la législation des pays contractants avec l'Union Soviétique. C'est évidemment là une conception assez particulière du respect de la souveraineté des États.

En outre, la participation soviétique dans le capital de ces compagnies mixtes consistait le plus souvent en biens allemands ou autres, ne représentant aucun investissement de la part de l'U.R.S.S. C'étaient des Soviétiques qui y contrôlaient les positions clefs et qui recevaient pour ce faire des rétributions tellement élevées qu'elles ont soulevé la révolte victorieuse de la Yougoslavie, avec toutes les conséquences que l'on connaît. En outre, la souveraineté des pays ainsi engagés dans le système des compagnies mixtes était encore compromise par l'afflux de techniciens, d'officiers et de policiers russes.

Ce que CHISTYAKOV ne dit pas non plus, c'est que lorsque la dissolution de ces compagnies mixtes fut décidée, on fit exception pour celles qui exploitaient du pétrole ou de l'uranium.

L'économiste yougoslave Melentije POPOVIC [11, pp. 18 et sq.] a fourni une démonstration saisissante du caractère des échanges entre l'U.R.S.S. et ses satellites, en la basant sur la différence de productivité du premier pays et des autres. Il conclut qu'en ce qui concerne la Bulgarie, par exemple, pour chaque journée de travail importée sous forme de biens fournis par l'U.R.S.S., ce pays a dû donner 2,7 journées de son propre travail.

Il est intéressant de noter que la dissolution de ces compagnies mixtes fut précipitamment décidée au lendemain des émeutes ouvrières qui éclatèrent à Berlin le 17 juin 1953 contre les exactions qu'entraînaient les normes de travail imposées par les autorités soviétiques.

LA CONCEPTION SOVIÉTIQUE DE L'AIDE AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS.

Lorsque le délégué soviétique vota avec tous les autres représentants des nations affiliées aux Nations Unies, lors de l'Assemblée Générale du 16 novembre 1949, le principe de la réalisation d'un programme élargi d'assistance technique, il avertit loyalement son auditoire qu'il existait malgré l'unanimité du vote, des différences de concepts et que l'avenir ferait apparaître ceux de ces concepts qui triompheraient des autres.

En effet, bien que les techniques soviétiques d'intervention en faveur des nations sous-équipées soient les mêmes que celles utilisées par l'Occident, cette action d'aide internationale en diffère beaucoup par son esprit, par ses méthodes et par les objectifs poursuivis.

Dans son article du 15 octobre 1954 (écrit par conséquent un an et demi avant que le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. ne proclame en février 1956, la répudiation de la politique stalinienne), CHISTYAKOV [6] montrait que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale les États-Unis et les autres puissances impérialistes, avaient poursuivi leur dessein économique, en le camouflant sous les vocables d'« aide économique », « assistance technique », « coopération économique », comme par exemple le Plan Marshall ou le Plan de Colombo. Toutes ces innovations ne pouvaient dissimuler, dit-il, le caractère déprédateur de cette pseudo-coopération internationale qui, en fait, aboutit à ruiner l'économie des pays assistés.

Il invoquait toujours, ce qui n'est plus de mode depuis le XX^e Congrès, le profond désordre international provoqué par l'intensification de la crise générale du capitalisme, désordre que les puissances impérialistes importaient dans les pays assistés. Il y opposait la lutte triomphante de la nouvelle économie mondiale socialiste contre le système démodé du capitalisme. Il invoquait l'échec répété de toutes les tentatives de blocus économique dirigées soit contre l'Union Soviétique, soit contre la République Populaire de Chine (CHISTYAKOV passait sous silence la victorieuse résistance de 17 millions de Yougoslaves au blocus décidé par le Kominform contre leur pays et auquel participèrent trois cents millions de citoyens appartenant au groupe des satellites).

Il ajoutait que l'assistance technique que l'Union Soviétique apporte aux pays sous-développés, s'inspire du principe de la coordination mutuelle, de l'égalité et du profit partagé.

Il concluait néanmoins à la possibilité de la co-existence pacifique des deux systèmes sociaux différents. Mais, disait-il, les démocraties populaires ont l'immense avantage de balances commerciales toujours

strictement équilibrées. Elles n'ambitionnent pas de conquérir le marché capitaliste mondial, mais de procéder à leur propre développement en se basant sur le principe de l'égalité des échanges.

Il précisait sa pensée en ajoutant que les États de démocraties populaires ne veulent pas imposer leur domination aux pays sous-développés. Ils leur accordent des prêts à des termes plus favorables que les États ou les banques capitalistes. Ils leur fournissent exclusivement des produits que ces pays sous-développés produisent difficilement. Tandis que les firmes capitalistes essaient d'inonder le marché avec n'importe quelle marchandise.

Le discours prononcé par les orateurs communistes aux Nations Unies précise, avec une clarté qui ne laisse rien à désirer, le conflit permanent qui existe entre les deux conceptions.

Le *Point IV* du Programme TRUMAN est motivé aux yeux des délégués soviétiques, par le désir de convertir les pays sous-équipés en colonies *de facto*. Les États-Unis désirent, par ce moyen, se rendre maître de sources importantes de matières premières, de bases militaires. L'ensemble de cette action s'inscrit dans une politique d'agression et de bellicisme. En aidant les pays sous-développés, les États-Unis, d'après les communistes, veulent orienter l'économie des régions arriérées du globe, de manière à empêcher leur industrialisation, afin qu'elles ne deviennent pas des concurrents pour l'Amérique et qu'elles soient maintenues au rang subalterne de fournisseurs de matières premières. La réalisation du *Point IV* permet en même temps de rechercher des marchés d'écoulement et d'investissements de capitaux, dans l'espoir chimérique d'éviter l'inévitable effondrement du capitalisme. Tout cela est dominé par la poursuite forcenée du profit.

Les communistes n'ont pas manqué de mettre en garde les pays sous-développés contre le danger qui les menace,

en liant leur destin à un régime qui va s'écrouler. Ils les avertissent aussi que le réarmement aggrave l'instabilité économique, qui engloutira les pays sous-développés eux-mêmes. Ils soutiennent que le niveau de vie ne cesse de diminuer dans les pays non communistes, comme il diminue dans les pays sous-développés [14, p. 146].

La conception soviétique de l'assistance aux pays sous-développés doit aussi se placer dans le contexte de l'évolution doctrinale, qui a particulièrement affecté la notion de la révolution. L'histoire des 38 dernières années a infligé un démenti à la loi marxiste de l'évolution historique du capitalisme. Selon cette loi, la révolution prolétarienne devait d'abord éclater dans les pays les plus développés. C'est exactement l'inverse qui s'est produit. La révolution russe de 1917 elle-même fut le premier et combien éclatant démenti infligé à cette théorie. Et depuis lors, la révolution n'a nullement éclaté ni en France, ni en Belgique, ni en Allemagne, ni en Angleterre, ni aux États-Unis. Dans ces pays, l'économie s'est orientée progressivement vers le socialisme, par la voie parlementaire et l'action directe des organisations professionnelles, sans nécessairement recourir à la violence.

L'histoire de la Chine, du Viet-Nam et de bien d'autres régions du globe, a prouvé qu'au contraire la révolution trouvait un terrain plus favorable dans les pays les plus arriérés, où des millions d'illettrés servent de masses de manœuvre à des révolutionnaires et des terroristes professionnels.

Ce désaveu infligé à leur propre théorie n'a pas échappé aux communistes. Ils en ont immédiatement pris leur parti. Ils ont même saisi cette occasion inespérée pour reconstruire une nouvelle théorie de la révolution.

Elle consiste à dire que les pays sous-développés peuvent passer de l'économie primitive à une économie du

type soviétique sans traverser l'épuisante épreuve du régime capitaliste.

Ils en ont immédiatement conclu que les pays sous-développés pouvaient faire appel à la grand-mère de la révolution — qui est l'Union Soviétique — pour procéder sans délai à leur industrialisation. Cette méthode présente un grand nombre d'avantages. En s'emparant, par la voie de l'assistance technique, de l'économie des pays sous-développés, les Soviétiques affaiblissent du même coup le capitalisme. Les pays sous-développés sont les points les plus vulnérables du monde capitaliste. Leur rapide industrialisation, comme c'est le cas de la Chine, développe une infrastructure favorable et nécessaire aux mouvements autonomistes, crée un prolétariat révolutionnaire et une bourgeoisie indigène imprégnée elle-même de nationalisme révolutionnaire. Ces deux classes s'unissent momentanément pour s'affranchir de la domination des métropoles capitalistes.

Du même coup, l'Union Soviétique réussit enfin à rompre l'encerclement dont elle est menacée depuis les tentatives contre-révolutionnaires de militaires professionnels réactionnaires comme KORNILOV, DENIKINE, KOLTCHAK, WRANGEL, etc... qui, appuyés par les interventions armées sur le territoire de l'U.R.S.S. des Anglais et des Français, ont vainement tenté de rétablir l'ancien régime.

En affirmant son autorité et sa présence dans les pays sous-développés, l'U.R.S.S. accroît son prestige aux yeux des peuples arriérés. Elle s'empare de points stratégiques de grande valeur. Elle assure son approvisionnement en matières premières. Elle dispose du même coup d'un supplément de main-d'œuvre, dont elle a fort besoin étant donné la pénurie de travailleurs à l'intérieur de ses propres frontières.

Enfin, l'action cumulée de ces différents facteurs se complète par la conviction grandissante des peuples

sous-développés que la simple intervention technique ou financière des puissances capitalistes ne peut pas assurer, d'une façon définitive et sans risque de complication dans un avenir très rapproché, le succès de leur développement. L'idée que ces interventions sont futiles aussi longtemps qu'une révolution sociale ne les prépare pas ou ne les accompagne pas, se fortifie sans cesse dans l'esprit des peuples sous-développés. Ils sont convaincus que toute assistance extérieure sous forme capitaliste est chimérique aussi longtemps que la révolution sociale n'aura pas modifié complètement la structure de la société primitive, en détruisant les monopoles capitalistes, en bouleversant de fond en comble le régime foncier par une réforme agraire mettant fin à l'hégémonie des propriétaires absentéistes.

L'épreuve de force entre les deux conceptions est loin d'être parvenue à sa conclusion. La réponse à l'interrogation : « Quel est le système le plus efficace de mise en valeur des pays sous-développés ? », ne sera donnée que le jour où ces nations, qui réclament l'épanouissement de leur propre personnalité sans aucune espèce de contrainte, l'auront obtenue en mobilisant tout le potentiel de leur économie, tout en disposant souverainement de leur propre destin.

BIBLIOGRAPHIE

1. ARNOTT, D. G., Power, Technical Considerations (dans *Marxist Quarterly*, Vol. III, n° 2, avril 1956, édition Lawrence et Wishart Ltd, 81, Chancery Lane, London W. C. 2).
2. BALOGH, Thomas, The Failure of Loan Economics (dans *New Statesman and Nation*, 1955-1956).
3. BALZAC, VASYUTIN et FEIGIN, Economic Geography of the U.S.S.R. (Ed. Mac Millan, New York, 1949).
4. BARRE, Raymond, Économie politique (Éd. Presses Universitaires, Paris, 1956).
5. CHAMBRE, Henri, Le marxisme en Union Soviétique (Éd. du Seuil, Paris, 1955).
6. CHISTYAKOV, A., dans *Kommunist*, n° 15, octobre 1954 (Organe du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S.).
7. DEDIJER, Vladimir, Tito (Éd. Simon et Schwuster, New-York, 1953).
8. DOBB, Maurice, Soviet Economic Development since 1917 (Éd. Routledge et Kenan Paul Ltd, 68, Carter Lane, London E. C. 4, 1949).
9. LOUKNITSKI, Pavel, Le Tadjikistan soviétique (Édition en Langues étrangères, Moscou, 1954).
10. MALENKOV, G., Rapport présenté au XIX^e Congrès du Parti sur l'activité du Comité Central communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. (Éd. en Langues étrangères, Moscou, 1953).
11. POPOVIC, Melentije, Des rapports économiques entre États socialistes (Édition Livre yougoslave, 30, rue Louis le Grand, Paris, 1954).
12. PROKOPOVICZ, Serge, Histoire économique de l'U.R.S.S. (Éd. Flammarion, Paris, 1952).
13. SCHWARTZ, Henri, Russia's Soviet Economy (Éd. Prentice Hall, New York, 1951).
14. STALEY, Eugène, The Future of the Underdeveloped Countries (Harper and Brothers, New York, 1954).
15. STROUMILINE, Stanislas, La planification en U.R.S.S. (Éd. Sociales, Paris, 64, bvd A. Blanqui, 1947).
16. VOZNESSENSKI, N., L'économie de guerre en U.R.S.S. (1941-1945), (Éd. Librairie de Médicis, 3, rue de Médicis, Paris, 1948).
17. *Trends in Economic Growth* (A Comparison of the Western Powers and the Soviet Bloc), (U. S. A., 83rd Congress, Government Printing Office, Washington, 1955).
18. BETTELHEIM, Ch., L'économie soviétique (Éd. Recueil Sirey, Paris, 1950).

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Izvestia (Organe du Gouvernement soviétique).

Pravda (Organe du Parti communiste soviétique).

Selskoye Khozaistvo (Organe du Ministère de l'Agriculture soviétique).

Times (Londres).

TABLE DES MATIÈRES

I. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'U.R.S.S.	3
Les statistiques soviétiques	4
La ligne de départ	6
<i>a)</i> Le chaos de 1920	6
<i>b)</i> La terre brûlée de la II ^{me} guerre mondiale	8
Facteurs favorables au développement économique de l'U.R.S.S.	10
Faiblesses et carences de l'économie soviétique	13
Le système et la méthode	15
<i>a)</i> Planisme et dirigisme	15
<i>b)</i> Le Plan quinquennal	16
<i>c)</i> L'accumulation du capital et les investissements	17
1. L'accumulation externe	17
2. L'accumulation interne	17
II. L'U.R.S.S. ET LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS	19
Asie Centrale Soviétique et Kazakstan	20
Les démocraties populaires	23
La Chine	25
Les « Neutres » en voie de développement	27
L'énergie atomique et thermo-nucléaire	31
Les compagnies mixtes	37
La conception soviétique de l'aide aux pays sous-développés ..	39
BIBLIOGRAPHIE	45

